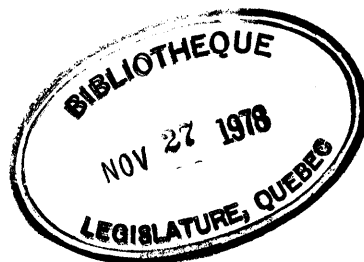


# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---



## Projet de loi n° 103

Loi modifiant la Loi sur les services de  
santé et les services sociaux et  
d'autres dispositions législatives

---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---

PRÉSENTÉ

Par M. DENIS LAZURE

Ministre des affaires sociales

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8

## NOTES EXPLICATIVES

*Les modifications proposées à la Loi sur les services de santé et les services sociaux ont principalement pour objets:*

a) *d'accorder au gouvernement le pouvoir de dissoudre un conseil régional et de prévoir un mécanisme pour la liquidation des biens de ce conseil;*

b) *d'élargir les fonctions d'un conseil régional et de l'assujettir aux dispositions concernant l'administration provisoire par le ministre ou la nomination, par le gouvernement, d'un enquêteur ou d'un contrôleur;*

c) *de remplacer, dans certains cas, l'autorisation du gouvernement par l'autorisation écrite du ministre;*

d) *de prévoir la possibilité pour le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières de corriger ou d'annuler des lettres patentes renfermant une erreur de nom, une désignation inexacte ou une faute de copiste et d'émettre, par la suite, des lettres patentes correctes;*

e) *de prévoir la possibilité pour le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières d'annuler les lettres patentes d'un établissement public constitué en vertu de la présente loi et ce, à la demande de cet établissement et avec l'autorisation écrite du ministre, et prévoir également un mécanisme pour la liquidation des biens de cet établissement;*

f) *préciser que c'est en fonction de ses ressources financières qu'un centre hospitalier doit prévoir, dans son plan d'organisation, la formation de départements cliniques et le nombre de médecins et de dentistes pouvant y exercer leurs fonctions et que le droit d'exercice d'un médecin et d'un dentiste dans un tel centre est assujéti à la même réserve et de prévoir que cette partie du plan d'organisation d'un centre hospitalier est soumise à l'autorisation écrite du ministre;*

g) *de prévoir, dans le cas où la majorité des fonds ayant servi à l'acquisition des biens d'une corporation qui maintient un établissement public proviennent de subventions du gouvernement ou de souscriptions publiques, le ministre pourra obtenir du ministre des consommateurs, coopératives et institu-*

tions financières des lettres patentes aux fins de convertir ou de fusionner les corporations maintenant de tels établissements et ce, sans le consentement des corporations concernées;

h) d'apporter différentes modifications aux dispositions actuelles concernant les permis d'exploitation des établissements;

i) de créer une infraction pour quiconque gêne ou entrave une personne autorisée par le ministre à pénétrer en tout lieu où celle-ci a des raisons de croire que des activités pour lesquelles un permis est exigé en vertu de la présente loi y sont exercées;

j) de permettre à un établissement d'exonérer un bénéficiaire du paiement de sa contribution et de prévoir également la possibilité pour le ministre de verser à une garderie d'enfants, au bénéfice d'un enfant pour lequel une exonération a été accordée, une aide financière correspondant à cette exonération;

k) d'apporter différentes modifications au pouvoir de réglementation du gouvernement;

l) de limiter la possibilité du ministre de financer un établissement privé, soit par contrat à un taux fixe, soit par convention de remboursement, aux seuls établissements privés qui, à la date d'entrée en vigueur de la loi, recevaient déjà des sommes versées en vertu d'un pareil contrat ou convention;

m) de prévoir la possibilité pour le gouvernement de garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou d'assumer le coût de toute autre obligation, contractés par une corporation sans but lucratif dont les membres sont désignés par le ministre et qui est constituée dans un but exclusivement charitable et ce, lorsque cet emprunt ou obligation est effectué pour l'acquisition, la construction ou la transformation d'un établissement, de prévoir également que le ministre peut garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou assumer le coût de tout contrat d'approvisionnement au sens des règlements, contractés par une telle corporation lorsque cet emprunt ou ce contrat d'approvisionnement est effectué pour les fins de l'établissement et de prévoir enfin qu'une telle corporation doit, une fois l'an, fournir un rapport de ses activités au ministre et doit faire vérifier ses comptes par le vérificateur général;

n) d'abroger la Loi de l'Office de la prévention de l'alcoolisme et des autres toxicomanies (1968, chapitre 48); et

o) de modifier la Loi du ministère des affaires sociales (1970, chapitre 42) pour y prévoir que les documents, livres ou registres émanant du ministère pourront être détruits, dès qu'ils auront été reproduits.

Art. 1. *Cette modification est de droit nouveau et vise à prévoir, outre le mode de dissolution d'un conseil régional, un mécanisme pour la liquidation des biens d'un tel conseil régional.*

Art. 2. *Cette modification est entièrement de droit nouveau.*

Art. 3. *Le cinquième alinéa de l'article 21 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«Les membres visés aux paragraphes *a* et *b* et deux des membres visés aux paragraphes *c* à *f* du troisième alinéa ne doivent pas occuper un emploi, ni avoir une occupation dans un établissement sauf celle d'administrateur.»

## Projet de loi n° 103

Loi modifiant la Loi sur les services de  
santé et les services sociaux et  
d'autres dispositions législatives

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1971, c. 48,  
a. 13,  
mod.

**1.** L'article 13 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48) est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

Dissolution.

« Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, également, dissoudre un tel conseil régional et cette dissolution prend effet le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

Dévolution des biens.

Le conseil régional est alors dissous et après le paiement de ses dettes et l'exécution de ses obligations, ses biens sont dévolus au gouvernement ou à un établissement public que le lieutenant-gouverneur en conseil désigne. »

1971, c. 48,  
a. 16,  
mod.

**2.** L'article 16 de ladite loi, modifiée par l'article 6 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

« g) d'exercer, à l'intérieur de son territoire, toute autre fonction ou d'assumer le coût de tout programme reliés à l'administration des services de santé et des services sociaux et qui lui sont confiés par le lieutenant-gouverneur en conseil. »

1971, c. 48,  
a. 21,  
mod.

**3.** L'article 21 de ladite loi, modifié par l'article 12 du chapitre 42 des lois de 1974 et par l'article 7 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du cinquième alinéa par le suivant:

Services exclusifs.

« Les membres visés dans les paragraphes a et b et deux des membres visés dans chacun des paragraphes c à f du troisième

Art. 4. *L'article 26 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**26.** Toute vacance parmi les membres du conseil d'administration d'un conseil régional autres que le directeur général est comblée, pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer, par les membres du conseil d'administration restant en fonction.»

Art. 5. *L'article 35 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**35.** Le directeur général, le secrétaire ainsi que les autres employés d'un conseil régional sont nommés par le conseil d'administration; ils sont rémunérés suivant les normes et barèmes établis à cette fin par règlement.

Lorsque le conseil d'administration discute ou décide de la destitution, de la rémunération, du renouvellement d'engagement et des autres conditions de travail du directeur général, celui-ci s'abstient de siéger.»

Art. 6. *L'article 38c de la loi est modifié en concordance avec l'article 39 de la loi proposé par l'article 8 du projet de loi.*

alinéa ne doivent pas occuper un emploi, ni avoir une occupation dans un établissement sauf celle d'administrateur.»

71, c. 48,  
26,  
mp. **4.** L'article 26 de ladite loi, remplacé par l'article 13 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau remplacé par le suivant:

vacance. «**26.** Toute vacance parmi les membres du conseil d'administration d'un conseil régional autres que le directeur général est comblée, pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer, par résolution des membres du conseil d'administration restant en fonction.»

71, c. 48,  
35,  
od. **5.** L'article 35 de ladite loi, modifié par l'article 15 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

nomination des  
directeurs  
supérieurs. «**35.** Le conseil d'administration nomme le directeur général et il nomme également le personnel de cadre supérieur, sur la recommandation du directeur général.

nomination du  
personnel. Les autres membres du personnel sont nommés par le directeur général.

émunération du  
personnel. Les membres du personnel sont rémunérés suivant les normes et barèmes établis à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil.»

71, c. 48,  
38c,  
od. **6.** L'article 38c de ladite loi, édicté par l'article 9 du chapitre 48 des lois de 1977, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

composition. «**38c.** Nonobstant les articles 50 à 53, les pouvoirs d'un établissement public, appartenant aux catégories énumérées aux paragraphes *a*, *b*, *d* et *e* du premier alinéa de l'article 39 et situé dans un secteur de la région 10A, sont exercés par un conseil d'administration formé des membres suivants:

*a)* un représentant de chaque municipalité du secteur, élu pour trois ans par celle-ci;

*b)* trois personnes élues pour trois ans par les membres du conseil consultatif du personnel clinique constitué dans l'établissement et choisies parmi les membres de ce conseil, avec maximum d'un représentant pour chaque corporation professionnelle;

*c)* une personne élue pour trois ans par l'ensemble des membres du personnel non clinique de l'établissement et choisie parmi ces membres;

*d)* le directeur du département de santé communautaire d'un centre hospitalier, d'une agence relevant du Conseil de la santé et des services sociaux de la région 10A ou d'un centre hospitalier

*Art. 7. L'article 38j de la loi est modifié en concordance avec l'article 39 de la loi proposé par l'article 8 du projet de loi.*

*Art. 8. Outre le changement des mots «ministre des institutions financières, compagnies et coopératives», cette disposition a pour objet de substituer l'autorisation écrite du ministre à l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil. Cette disposition vise également à corriger une erreur de concordance.*

*Art. 9. Outre le changement des mots «ministre des institutions financières, compagnies et coopératives», cette disposition a pour objet de substituer l'autorisation écrite du ministre à l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.*



avec lequel ledit conseil a passé un contrat de services ou le délégué de ce directeur ou encore le directeur des services professionnels ou son délégué, ces personnes étant nommées par le Conseil de la santé et des services sociaux de la région 10A s'il y a plus d'un tel centre hospitalier;

e) le directeur des services de santé et des services sociaux de l'administration régionale ou son délégué;

f) le directeur général de l'établissement.»

971, c. 48,  
. 38j,  
emp.

**7.** L'article 38j de ladite loi, édicté par l'article 9 du chapitre 48 des lois de 1977, est remplacé par le suivant:

Conseil de  
santé  
et des  
services  
sociaux.

«**38j.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut délimiter le territoire de la région 10B et instituer dans cette région un conseil de la santé et des services sociaux qui, en plus de remplir les fonctions, devoirs et pouvoirs d'un tel conseil, maintient un établissement public appartenant aux catégories énumérées aux paragraphes a, b, d et e du premier alinéa de l'article 39 par l'intermédiaire duquel sont dispensés les services de santé et les services sociaux à toute personne résidant habituellement ou temporairement dans la région.»

971, c. 48,  
. 39,  
mod.

**8.** L'article 39 de ladite loi, modifié par l'article 16 du chapitre 42 des lois de 1974 et par l'article 10 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Institution  
par lettres  
patentes.

«**39.** Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut, avec l'autorisation écrite du ministre, instituer par lettres patentes, sous ses sceau et sceau, des établissements publics de l'une ou de plusieurs des cinq catégories suivantes:

- a) centre local de services communautaires;
- b) centre hospitalier;
- c) centre de réadaptation fonctionnelle;
- d) centre de services sociaux;
- e) centre d'accueil.

971, c. 48,  
. 41,  
mod.

**9.** L'article 41 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Modification.

«**41.** Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut, avec l'autorisation écrite du ministre, délivrer des lettres patentes supplémentaires modifiant les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires d'un établissement.»

Art. 10. *Cette disposition est entièrement de droit nouveau.*

Art. 11. *Cette disposition est entièrement de droit nouveau.*

Art. 12. *L'article 43b de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**43b.** Le plan d'organisation d'un centre hospitalier doit pourvoir à l'organisation des départements cliniques dans le centre.»

1971, c. 48,  
a. 41a, aj.

**10.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 41, du suivant:

Erreur  
matérielle.

«**41a.** Quand des lettres patentes renferment une erreur de nom, une désignation inexacte ou une faute de copiste, le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut, s'il n'y a pas de réclamation contraire, ordonner que ces lettres patentes soient corrigées ou annulées et que des lettres patentes correctes soient émises.

Effet et  
droits  
acquis.

Les lettres patentes corrigées ou les nouvelles lettres patentes ont le même effet que si elles avaient été émises correctement à la date des lettres patentes originales et les droits acquis des tiers ne sont pas affectés par cette correction ou cette nouvelle émission.

Avis.

Avis de la correction des lettres patentes ou de l'émission des nouvelles lettres patentes est immédiatement donné par le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières dans la *Gazette officielle du Québec*.»

1971, c. 48,  
a. 42,  
mod.

**11.** L'article 42 de ladite loi, modifié par l'article 17 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

Annulation  
des lettres  
patentes.

«Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut, à la demande d'un établissement public constitué en vertu de la présente loi et avec l'autorisation écrite du ministre, annuler les lettres patentes de cet établissement et cette annulation prend effet le sixième jour suivant la publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

Dévolution  
des biens.

L'établissement est alors dissous et après le paiement de ses dettes et l'exécution de ses obligations, ses biens sont dévolus au gouvernement ou à un établissement public que le lieutenant-gouverneur en conseil désigne.»

1971, c. 48,  
a. 43b,  
remp.

**12.** L'article 43b de ladite loi, édicté par l'article 18 du chapitre 42 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

Départe-  
ments et  
praticiens.

«**43b.** Sous réserve de l'article 43a, le plan d'organisation d'un centre hospitalier doit prévoir la formation de départements cliniques dans le centre en fonction de son permis et des ressources financières dont il dispose et doit également prévoir le nombre de médecins et de dentistes pouvant exercer leurs fonctions dans chacun de ces départements.

Appro-  
bation du  
ministre.

La partie du plan d'organisation visée dans le présent article est soumise à l'approbation écrite du ministre.»

*Art. 13. Tel que proposé, l'article 13 du projet de loi reprend les deuxième et quatrième alinéas de l'article 44 de la loi, en modifie les premier et troisième alinéas et ajoute un nouvel alinéa.*

*Les dispositions modifiées se lisent actuellement comme suit:*

«**44.** Nul ne peut instaurer, transformer, agrandir, céder ou cesser d'exploiter un établissement en tout ou en partie sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Nonobstant les deux alinéas précédents, l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil n'est pas nécessaire pour les travaux de construction ou de transformation ni pour la signature de baux dont la valeur ou le loyer total est à l'intérieur des limites financières fixées par règlement. L'autorisation écrite du ministre suffit dans de tels cas.»

*Art. 14. Tel que proposé, l'article 14 du projet de loi reprend le deuxième alinéa de l'article 47 de la loi et en modifie les premier et troisième alinéas.*

*Les dispositions modifiées se lisent actuellement comme suit:*

«**47.** Aucune charte autre qu'une loi de la Législature, qu'il s'agisse de lettres patentes ou d'un autre document constituant un établissement, ne peut être accordée, modifiée, révoquée ou abandonnée sans le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, avec les mêmes effets, donner le consentement requis par le premier alinéa dans les cas où une charte a été accordée, modifiée, révoquée ou abandonnée, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1977, sans ce consentement.»

*Art. 15. Le paragraphe b de l'article 50 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«b) deux personnes nommées pour deux ans par le lieutenant-gouverneur en conseil parmi la population du territoire desservi par le centre;».

*Art. 16. Le paragraphe b de l'article 51 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«b) deux personnes nommées pour deux ans par le lieutenant-gouverneur en conseil après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre;».

1971, c. 48,  
a. 44,  
mod.

**13.** L'article 44 de ladite loi, modifié par l'article 19 du chapitre 42 des lois de 1974 et par l'article 12 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Autorisa-  
tion  
requisse.

«**44.** Nul ne peut instaurer, transformer, agrandir, céder ou cesser d'exploiter un établissement en tout ou en partie sans avoir consulté le conseil régional concerné et obtenu l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.»;

b) par le remplacement du troisième alinéa par les suivants:

Cession.

«La cession d'un établissement comprend l'aliénation ou la location d'un immeuble ayant été utilisé comme établissement.

Exception.

Toutefois, l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil n'est pas nécessaire pour les travaux de construction ou de transformation ni pour la signature de baux dont la valeur ou le loyer total est à l'intérieur des limites financières fixées par règlement. L'autorisation écrite du ministre suffit dans de tels cas.»

1971, c. 48,  
a. 47,  
mod.

**14.** L'article 47 de ladite loi, modifié par l'article 13 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Octroi de  
charte  
autorisé.

«**47.** Aucune charte autre qu'une loi de la Législature, qu'il s'agisse de lettres patentes ou d'un autre document constituant un établissement, ne peut être accordée, modifiée, révoquée ou abandonnée sans l'autorisation écrite du ministre.»;

b) par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Exception.

«Toutefois, le ministre peut, avec les mêmes effets, donner l'autorisation visée dans le premier alinéa dans les cas où une charte a été accordée, modifiée, révoquée ou abandonnée sans cette autorisation.»

1971, c. 48,  
a. 50,  
mod.

**15.** L'article 50 de ladite loi, modifié par l'article 23 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe b par le suivant:

«b) deux personnes nommées pour deux ans par le ministre et choisies parmi la population du territoire desservi par le centre;».

1971, c. 48,  
a. 51,  
mod.

**16.** L'article 51 de ladite loi, modifié par l'article 24 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe b par le suivant:

«b) deux personnes nommées pour deux ans par le ministre après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre;».

*Art. 17. Tel que proposé, l'article 17 du projet de loi modifie les paragraphes a, b et c de l'article 51a de la loi qui se lisent actuellement comme suit:*

«a) dans le cas d'un centre de réadaptation fonctionnelle qui reçoit uniquement des adultes, deux de ces adultes élus pour deux ans par l'ensemble de ces adultes; dans le cas d'un centre de réadaptation fonctionnelle qui reçoit uniquement des enfants de moins de dix-huit ans, deux des parents de ces enfants élus pour deux ans par l'ensemble des parents;

b) dans le cas d'un centre de réadaptation fonctionnelle qui reçoit à la fois des adultes et des enfants de moins de dix-huit ans, un adulte et un parent d'enfant élus pour deux ans, le premier par l'ensemble de ces adultes et le second par l'ensemble des parents des enfants;

c) deux personnes nommées pour deux ans par le lieutenant-gouverneur en conseil après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre;».

*Art. 18. Le paragraphe b de l'article 52 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«b) deux personnes nommées pour deux ans par le lieutenant-gouverneur en conseil après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre;».

*Art. 19. Tel que proposé, l'article 19 du projet de loi modifie les paragraphes a, b et c du premier alinéa de l'article 53 de la loi qui se lisent actuellement comme suit:*

«a) dans le cas d'un centre d'accueil qui reçoit uniquement des adultes, deux de ces adultes élus pour deux ans par l'ensemble de ces adultes; dans le cas d'un centre d'accueil qui reçoit uniquement des enfants de moins de dix-huit ans, deux des parents de ces enfants élus pour deux ans par l'ensemble des parents;

b) dans le cas d'un centre d'accueil qui reçoit à la fois des adultes et des enfants de moins de dix-huit ans, un adulte et un parent d'enfant élus pour deux ans, le premier par l'ensemble de ces adultes et le second par l'ensemble des parents des enfants;

c) deux personnes nommées pour deux ans par le lieutenant-gouverneur en conseil après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre;».

971, c. 48,  
- 51a,  
nod.

**17.** L'article 51a de ladite loi, édicté par l'article 16 du chapitre 48 des lois de 1977, est modifié par le remplacement des paragraphes *a*, *b* et *c* par les suivants:

«*a*) dans le cas d'un centre de réadaptation fonctionnelle qui reçoit uniquement des adultes, deux personnes majeures élues pour deux ans par l'assemblée des usagers du centre et choisies parmi ces usagers; dans le cas d'un centre de réadaptation fonctionnelle qui reçoit uniquement des enfants de moins de dix-huit ans, deux des parents de ces enfants élus pour deux ans par l'assemblée des parents de ces derniers;

*b*) dans le cas d'un centre de réadaptation fonctionnelle qui reçoit à la fois des adultes et des enfants de moins de dix-huit ans, une personne majeure élue pour deux ans par l'assemblée de ces usagers et un parent de ces enfants élu pour deux ans par l'assemblée des parents de ces derniers;

*c*) deux personnes nommées pour deux ans par le ministre après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre;».

1971, c. 48,  
l. 52,  
nod.

**18.** L'article 52 de ladite loi, modifié par l'article 25 du chapitre 42 des lois de 1974 et par l'article 2 du chapitre 61 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) deux personnes nommées pour deux ans par le ministre après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre;».

1971, c. 48,  
l. 53,  
nod.

**19.** L'article 53 de ladite loi, modifié par l'article 26 du chapitre 42 des lois de 1974, par l'article 3 du chapitre 61 des lois de 1975 et par l'article 17 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes *a*, *b* et *c* du premier alinéa par les suivants:

«*a*) dans le cas d'un centre d'accueil qui reçoit uniquement des adultes, deux personnes majeures élues pour deux ans par l'assemblée des usagers du centre et choisies parmi ces usagers; dans le cas d'un centre d'accueil qui reçoit uniquement des enfants de moins de dix-huit ans, deux des parents de ces enfants élus pour deux ans par l'assemblée des parents de ces derniers;

*b*) dans le cas d'un centre d'accueil qui reçoit à la fois des adultes et des enfants de moins de dix-huit ans, une personne majeure choisie parmi ces adultes élue pour deux ans par l'assemblée de ces usagers et un parent de ces enfants élu pour deux ans par l'assemblée des parents de ces derniers;

*c*) deux personnes nommées pour deux ans par le ministre après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre;».

Art. 20. *Le premier alinéa de l'article 54 de la loi est modifié en concordance avec les articles 51a et 53 de la loi proposés respectivement par les articles 17 et 19 du projet de loi.*

Art. 21. *L'article 54a de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**54a.** Des élections en vertu de chacun des paragraphes *a* de l'article 50, *a* et *c* de l'article 51, *a*, *b* et *d* de l'article 51a, *a* et *c* de l'article 52 et *a*, *b* et *d* du premier alinéa de l'article 53 sont tenues les années paires. Les autres élections et nominations en vertu des mêmes articles ont lieu les années impaires.»

Art. 22. *L'article 55a de la loi est modifié en concordance avec les articles 51a et 53 de la loi proposés respectivement par les articles 17 et 19 du projet de loi.*

Art. 23. *Le deuxième alinéa de l'article 56 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«Toute vacance survenant un an ou plus après l'élection ou la nomination, est comblée, pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer par les membres du conseil restant en fonction.»

Art. 24. *L'article 62 de la loi est modifié en concordance avec les articles 51a et 53 de la loi proposés respectivement par les articles 17 et 19 du projet de loi.*



1971, c. 48,  
a. 54,  
mod.

**20.** L'article 54 de ladite loi, remplacé par l'article 28 du chapitre 42 des lois de 1974 et modifié par l'article 19 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Date de  
l'assem-  
blée.

«**54.** L'assemblée visée dans le paragraphe *a* de chacun des articles 50, 51 ou 52, dans les paragraphes *a* ou *b* de l'article 51*a* ou dans les paragraphes *a* ou *b* du premier alinéa de l'article 53 doit être tenue à tous les deux ans, le quatrième dimanche du mois de mai.»

1971, c. 48,  
a. 54*a*,  
remp.

**21.** L'article 54*a* de ladite loi, édicté par l'article 28 du chapitre 42 des lois de 1974 et remplacé par l'article 20 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

Premières  
élections  
ou nomi-  
nations.

«**54*a*.** Les premières élections ou nominations suivant chacun des articles 50 à 53 ont lieu au premier mois de mai qui suit l'émission du premier permis permanent délivré conformément à la sous-section 1 de la section IV.

Années  
d'élections  
et de  
nomina-  
tions.

Les élections prévues par le paragraphe *a* de l'article 50, le paragraphe *a* ou *c* de l'article 51, le paragraphe *a*, *b* ou *d* de l'article 51*a*, le paragraphe *a* ou *c* de l'article 52 et le paragraphe *a*, *b* ou *d* du premier alinéa de l'article 53 sont tenues les années paires. Les autres élections et nominations prévues par les mêmes articles ont lieu les années impaires.»

1971, c. 48,  
a. 55*a*,  
remp.

**22.** L'article 55*a* de ladite loi, édicté par l'article 24 du chapitre 48 des lois de 1977, est remplacé par le suivant:

Perte de  
qualité.

«**55*a*.** Une personne cesse de faire partie d'un conseil d'administration d'un établissement dès qu'elle perd la qualité nécessaire à sa nomination ou à son élection, à l'exception des membres élus en vertu du paragraphe *a* de chacun des articles 50, 51 ou 52, des paragraphes *a* ou *b* de l'article 51*a* ou des paragraphes *a* ou *b* du premier alinéa de l'article 53.»

1971, c. 48,  
a. 56,  
mod.

**23.** L'article 56 de ladite loi, remplacé par l'article 29 du chapitre 42 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Vacance.

«Toute vacance survenant un an ou plus après l'élection ou la nomination est comblée, pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer, par résolution des membres du conseil restant en fonction.»

1971, c. 48,  
a. 62,  
remp.

**24.** L'article 62 de ladite loi, modifié par l'article 30 du chapitre 42 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

Compo-  
sition.

«**62.** Le comité administratif est formé du président du conseil d'administration, du directeur général et de quatre autres

Art. 25. *Le paragraphe b de l'article 81 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«b) vérifier le fonctionnement des comités du conseil consultatif des professionnels et du conseil des médecins et dentistes et s'assurer qu'ils s'acquittent de leurs fonctions et, dans le cas du conseil des médecins et dentistes, qu'ils contrôlent adéquatement les actes médicaux et dentaires posés dans l'établissement.»

*Cet article apporte une modification de concordance avec le paragraphe k du premier alinéa de l'article 1 de la loi et avec le deuxième alinéa de cet article.*

Art. 26. *L'article 82 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**82.** Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, délivrer des lettres patentes sous ses seing et sceau fusionnant avec une corporation que maintient un établissement constitué en vertu de la présente loi:

a) tout autre tel établissement;

b) toute autre corporation ayant des objets similaires, quelle que soit la loi qui la régit et même si elle a été constituée par une loi spéciale.»

Art. 27. *L'article 83 de la loi est modifié en concordance avec l'article 82 de la loi proposé par l'article 26 du projet de loi.*

Art. 28. *Cette modification est entièrement de droit nouveau.*

membres du conseil d'administration de l'établissement nommés annuellement par ce conseil, dont un doit avoir été élu en vertu du paragraphe *a* de chacun des articles 50, 51 ou 52, des paragraphes *a* ou *b* de l'article 51*a* ou des paragraphes *a* ou *b* du premier alinéa de l'article 53.»

1971, c. 48,  
a. 81,  
mod.

**25.** L'article 81 de ladite loi, modifié par l'article 42 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) vérifier le fonctionnement des comités du conseil consultatif du personnel clinique et du conseil des médecins et dentistes et s'assurer qu'ils s'acquittent de leurs fonctions et, dans le cas du conseil des médecins et dentistes, qu'il contrôle adéquatement les actes médicaux et dentaires posés dans l'établissement.»

1971, c. 48,  
a. 82,  
remp.

Fusion par  
lettres  
patentes.

**26.** L'article 82 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**82.** Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut, avec l'autorisation écrite du ministre, délivrer des lettres patentes sous ses seing et sceau fusionnant avec une corporation qui maintient un établissement constitué en vertu de la présente loi:

*a*) toute autre telle corporation; ou

*b*) toute autre corporation ayant des objets similaires, quelle que soit la loi qui la régit, même si elle a été constituée par une loi spéciale.»

1971, c. 48,  
a. 83,  
remp.

**27.** L'article 83 de ladite loi, modifié par l'article 43 du chapitre 42 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

Conversion  
par  
lettres  
patentes.

«**83.** Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut, de la même manière, convertir une corporation visée dans le paragraphe *b* de l'article 82 en une corporation visée dans le paragraphe *a* dudit article, ou fusionner entre elles plusieurs corporations visées dans le paragraphe *b* dudit article.»

1971, c. 48,  
a. 84,  
mod.

**28.** L'article 84 de ladite loi, modifié par l'article 31 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Conver-  
sion ou  
fusion sans  
consen-  
tement.

«Nonobstant le premier alinéa, le ministre, s'il estime que l'intérêt public le justifie et après avoir consulté le conseil régional concerné, peut publier dans la *Gazette officielle du Québec* un avis indiquant qu'il proposera au lieutenant-gouverneur en conseil, à l'expiration d'un délai d'au moins trente jours suivant la publication de cet avis, d'ordonner au ministre des consumma-

Art. 29. *L'article 85 de la loi est modifié en concordance avec l'article 84 de la loi proposé par l'article 28 du projet de loi.*

Art. 30. *L'article 89 de la loi est, d'une part, modifié en concordance avec les articles 51a et 53 de la loi proposés respectivement par les articles 17 et 19 du projet de loi et, d'autre part, en ajoutant une disposition entièrement de droit nouveau.*

Art. 31. *Le sixième alinéa de l'article 92a de la loi est modifié en concordance avec l'article 43b de la loi proposé par l'article 12 du projet de loi.*

Art. 32. *Cet article est entièrement de droit nouveau.*

teurs, coopératives et institutions financières de délivrer des lettres patentes aux fins:

a) de convertir, conformément à l'article 83, une corporation qui maintient un établissement public, dans le cas où la majorité des fonds ayant servis à l'acquisition des biens de cet établissement proviennent de subventions du gouvernement ou de souscriptions publiques; ou

b) de fusionner entre elles, conformément à l'article 82, plusieurs corporations visées dans le paragraphe a.»

1971, c. 48,  
a. 85,  
mod.

**29.** L'article 85 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Publication  
d'avis.

«**85.** Un avis de la délivrance des lettres patentes en vertu des articles 82, 83 et 84 doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.»

1971, c. 48,  
a. 89,  
mod.

**30.** L'article 89 de ladite loi, modifié par l'article 45 du chapitre 42 des lois de 1974 et par l'article 32 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du quatrième alinéa par les suivants:

Séance  
d'informa-  
tion.

«La séance annuelle publique d'information tenue en vertu du présent article peut avoir lieu en même temps que l'assemblée des usagers visée dans le paragraphe a de chacun des articles 50, 51 ou 52, dans les paragraphes a ou b de l'article 51a ou dans les paragraphes a ou b du premier alinéa de l'article 53.

Séance  
conjointe.

Cette séance peut être tenue conjointement par plusieurs établissements publics desservant le même territoire.»

1971, c. 48,  
a. 92a,  
mod.

**31.** L'article 92a de ladite loi, édicté par l'article 48 du chapitre 42 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du sixième alinéa par le suivant:

Refus  
motivé.

«Tout refus de candidature doit être motivé et se fonder sur des critères de qualification, de compétence scientifique ou de comportement du médecin ou du dentiste et tenir compte des ressources financières du centre hospitalier et du nombre de médecins et de dentistes pouvant exercer leurs fonctions dans les départements cliniques visés dans le plan d'organisation du centre.»

1971, c. 48,  
a. 93,  
mod.

**32.** L'article 93 de ladite loi, modifié par l'article 49 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

Rapport  
sur les  
contribu-  
tions.

«L'établissement doit fournir au ministre et au conseil régional de la région où il est situé un rapport annuel des contributions

Art. 33. *L'article 94 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**94.** Nul ne peut exploiter un établissement s'il ne détient un permis délivré à cette fin par le ministre.»

Art. 34. *Le premier alinéa de l'article 95 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**95.** Le permis indique la catégorie de l'établissement ainsi que sa classe et son type s'il y a lieu et les limites à l'intérieur desquelles il est habilité à exercer ses activités.»

Art. 35. *Le deuxième alinéa de l'article 96 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«Le ministre délivre le permis s'il juge qu'il est dans l'intérêt public de le faire.»

Art. 36. *L'article 97 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**97.** Tout permis est accordé pour une période de douze mois qui se termine le 31 décembre de chaque année; il est renouvelé à cette date pour une année si son détenteur remplit les conditions prescrites pour l'obtenir, conformément aux règlements.»

Art. 37. *La modification proposée ajoute, à la rédaction actuelle, l'obligation pour tout détenteur de permis d'exercer ses activités à l'intérieur des limites fixées dans son permis.*

Art. 38. *L'article 101 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**101.** Tout détenteur de permis, toute famille d'accueil ou toute personne qui maintient une installation, autre qu'un cabinet privé de professionnel, où des services de logement, de garde ou de soins sont fournis, est tenu de permettre accès à toute personne que le ministre autorise par écrit pour faire enquête afin de constater si la loi ou les règlements sont respectés.»

bénévoles reçues, selon la formule et à l'époque déterminées par le ministre.»

1971, c. 48,  
a. 94,  
remp.

**33.** L'article 94 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Permis.

«**94.** Nul ne peut exploiter un établissement s'il ne détient un permis permanent ou un permis temporaire délivré à cette fin par le ministre.»

1971, c. 48,  
a. 95,  
mod.

**34.** L'article 95 de ladite loi, remplacé par l'article 50 du chapitre 42 des lois de 1974 et modifié par l'article 5 du chapitre 61 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

Contenu.

«**95.** Le permis permanent indique la catégorie de l'établissement et, s'il y a lieu, sa classe, son type et sa capacité.

Permis  
tempo-  
raire.

Le permis temporaire indique, en outre, les conditions à l'intérieur desquelles l'établissement est habilité à exercer ses activités.»

1971, c. 48,  
a. 96,  
mod.

**35.** L'article 96 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Déli-  
vrance.

«Le ministre délivre un permis permanent ou un permis temporaire s'il estime que l'intérêt public le justifie.»

1971, c. 48,  
a. 97,  
remp.  
Durée et  
renou-  
vellement.

**36.** L'article 97 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**97.** Tout permis permanent est accordé pour une période de deux ans se terminant le 31 mars. Il est renouvelé à cette date pour la même période si son détenteur remplit les conditions prescrites par règlement.

Modifi-  
cation de  
catégorie.

Lors du renouvellement du permis permanent, le ministre peut modifier la catégorie et, s'il y a lieu, la classe, le type et la capacité de l'établissement. Le ministre peut également délivrer un permis temporaire pour toute période inférieure à deux ans.»

1971, c. 48,  
a. 99,  
remp.

**37.** L'article 99 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Livres et  
comptes.

«**99.** Tout détenteur de permis doit exercer ses activités à l'intérieur des limites fixées dans son permis et tenir les livres et comptes prescrits par les règlements.»

1971, c. 48,  
a. 101,  
remp.

**38.** L'article 101 de ladite loi, remplacé par l'article 52 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau remplacé par le suivant:

Accès  
permis.

«**101.** Une personne autorisée par écrit par le ministre à faire enquête peut, à tout moment raisonnable, pénétrer dans

Art. 39. *L'article 104 de la loi est modifié en concordance avec les articles 94 et 97 de la loi proposés respectivement par les articles 33 et 36 du projet de loi.*

Art. 40. *L'article 105 de la loi est modifié en concordance avec l'article 104 de la loi proposé par l'article 39 du projet de loi et ajoute, au texte actuel, la possibilité pour un détenteur de permis de manifester par écrit son intention de se faire entendre dans un délai de quinze jours, délai de rigueur, suivant l'invitation du ministre à cet effet.*

Art. 41. *Les articles 117, 118 et 119 de la loi se lisent actuellement comme suit:*

«**117.** Le ministre peut, à la demande d'une personne de qui est exigé le paiement d'une contribution en vertu de l'article 116, exonérer cette personne du paiement de cette contribution, dans les circonstances déterminées par règlement.



tout lieu, autre qu'un cabinet privé de professionnel, où elle a raison de croire que des opérations ou des activités pour lesquelles un permis est exigé en vertu de la présente loi y sont exercées.

Certi-  
ficat de  
qualité.

Cette personne doit, si elle en est requise, exhiber un certificat signé par le ministre attestant sa qualité.

Entrave,  
etc.

Quiconque entrave, gêne ou tente d'entraver ou de gêner cette personne dans l'exercice de ses fonctions commet une infraction.»

1971, c. 48,  
a. 104,  
rempl.

**39.** L'article 104 de ladite loi, modifié par l'article 35 du chapitre 48 des lois de 1977, est remplacé par le suivant:

Suspension,  
etc.,  
du permis.

«**104.** Le ministre peut suspendre ou annuler tout permis ou refuser de renouveler le permis permanent de tout détenteur qui:

a) a commis une infraction à la présente loi ou aux règlements;

b) ne remplit plus les conditions requises pour obtenir un permis;

c) est insolvable ou sur le point de le devenir; ou

d) ne peut assurer des services de santé ou des services sociaux adéquats.»

1971, c. 48,  
a. 105,  
rempl.

**40.** L'article 105 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Audition  
du  
détenteur.

«**105.** Le ministre doit, avant de prononcer l'annulation, la suspension de tout permis ou le refus de renouvellement d'un permis permanent, donner au détenteur l'occasion d'être entendu. Ce dernier doit manifester par écrit son intention de se faire entendre dans les quinze jours suivant l'invitation du ministre à cet effet. Ce délai est de rigueur et emporte déchéance.

Décision  
écrite.

Le ministre doit notifier par écrit sa décision, en la motivant, à la personne dont il suspend, annule ou ne renouvelle pas le permis.»

1971, c. 48,  
a. 117 à  
119, rempl.

**41.** Les articles 117, 118 et 119 de ladite loi, remplacés par l'article 57 du chapitre 42 des lois de 1974, sont de nouveau remplacés par les suivants:

Exonération de  
paiement.

«**117.** Le ministre ou un établissement désigné par règlement peut, à la demande d'une personne de qui est exigé le paiement d'une contribution en vertu de l'article 116, exonérer cette personne du paiement de cette contribution, selon les modalités et circonstances déterminées par règlements.

«**118.** Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine, par règlement, les conditions et circonstances suivant lesquelles le ministre peut verser une allocation de dépenses à un bénéficiaire hébergé dans un établissement ou verser telle allocation au nom d'un bénéficiaire à l'établissement où il est hébergé et fixer le montant de l'allocation.

«**119.** Toute personne peut en appeler devant la Commission de toute décision du ministre concernant l'exonération d'un paiement demandée conformément à l'article 117 ou le paiement d'une allocation de dépenses demandée conformément à l'article 118.»

*Art. 42. Le délai durant lequel le ministre peut assumer l'administration provisoire d'un établissement est étendu de soixante à cent vingt jours.*

*Art. 43. Cet article est entièrement de droit nouveau.*

l'égale-  
ments.

||«**118.** Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine par règlement les conditions et circonstances ainsi que le montant de l'allocation ou de l'aide financière suivant lesquels le ministre peut:

a) verser une allocation de dépenses à un bénéficiaire hébergé dans un établissement ou verser telle allocation au nom d'un bénéficiaire à l'établissement où il est hébergé; ou

b) verser à une garderie d'enfants, au bénéfice d'un enfant pour lequel une exonération a été accordée en vertu de l'article 117, une aide financière correspondant à cette exonération.||

appel à la  
Commission.

«**119.** Toute personne peut en appeler devant la Commission de toute décision concernant l'exonération d'un paiement demandée conformément à l'article 117 ou le paiement d'une allocation de dépenses ou d'une aide financière demandée conformément à l'article 118.»

971, c. 48,  
s. 120,  
amp.

**42.** L'article 120 de ladite loi est remplacé par le suivant:

adminis-  
tration  
un éta-  
blissement.

«**120.** Le ministre peut assumer pour une période d'au plus cent vingt jours l'administration provisoire d'un établissement,

a) si cet établissement ne détient pas de permis, n'est plus dans les conditions requises pour obtenir un permis ou si son permis a été annulé conformément à la présente loi;

b) si le permis de cet établissement a été suspendu conformément à la présente loi et s'il n'a pas été remédié aux causes de cette suspension dans les trente jours de la date à laquelle elle a eu lieu;

c) si un établissement s'adonne à des pratiques ou tolère une situation qui sont susceptibles de compromettre la santé ou le bien-être des personnes que l'établissement accueille ou pourrait accueillir; ou

d) s'il y a eu malversation, abus de confiance ou autre inconduite d'un ou de plusieurs membres du conseil d'administration ou du comité administratif d'un établissement public ou d'un établissement privé conventionné ou si ce conseil ou comité a manqué gravement aux obligations qui lui sont imposées par la présente loi, notamment en faisant des dépenses qui ne sont pas prévues au budget approuvé par le ministre ou qui n'ont pas été spécialement autorisées en vertu de l'article 135.»

971, c. 48,  
120a, aj.

**43.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 120, du suivant:

adminis-  
tration  
provisoire  
en  
conseil  
régional.

«**120a.** Le ministre peut également assumer pour une période d'au plus cent vingt jours l'administration provisoire d'un

Art. 44. *Les articles 121 à 128 de la loi sont modifiés en concordance avec les articles 120 et 120a proposés respectivement par les articles 42 et 43 du projet de loi.*

conseil régional s'il y a eu malversation, abus de confiance ou autre inconduite d'un ou de plusieurs membres du conseil d'administration ou du comité administratif ou si ce conseil ou comité a manqué gravement aux obligations qui lui sont imposées par la présente loi.»

.971, c. 48,  
la. 121 à  
.28, remp.

**44.** Les articles 121 à 128 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

Prolon-  
gation.

«**121.** Le délai de cent vingt jours prévu aux articles 120 et 120a peut être prolongé par le lieutenant-gouverneur en conseil pour toute période qu'il détermine pourvu que le délai additionnel n'excède pas quatre-vingt-dix jours.

Rapport  
provisoire.

«**122.** Aussitôt que possible après qu'il a assumé l'administration provisoire d'un établissement ou d'un conseil régional, le ministre doit faire au lieutenant-gouverneur en conseil un rapport provisoire de ses constatations, accompagné de ses recommandations.

Point de  
vue de  
l'établis-  
sement ou  
du conseil.

«**123.** Le ministre doit, avant de soumettre ce rapport provisoire au lieutenant-gouverneur en conseil, donner à l'établissement ou au conseil régional l'occasion de faire valoir son point de vue.

Représen-  
tation.

Le ministre doit joindre à son rapport un résumé des représentations que l'établissement ou le conseil régional lui a faites.

Pouvoir du  
t.-gouv.  
en conseil.

«**124.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, si le rapport provisoire du ministre confirme l'existence de l'une des situations prévues aux articles 120 ou 120a:

a) assortir le permis de l'établissement des restrictions et conditions qu'il juge appropriées;

b) prescrire un délai durant lequel l'établissement doit remédier à toute situation prévue à l'article 120;

c) ordonner au ministre de continuer d'administrer l'établissement ou d'abandonner cette administration pour ne la reprendre que si l'établissement ne se conforme pas aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil a imposées conformément au paragraphe a ou b et de lui faire un rapport définitif.

Disposi-  
tions appli-  
cables.

Les paragraphes b et c s'appliquent, en les adaptant, à un conseil régional.

Suspension  
des  
pouvoirs.

«**125.** Lorsque le ministre assume l'administration provisoire d'un établissement ou d'un conseil régional conformément à la présente section, les pouvoirs du conseil d'administration de

*Art. 45. L'article 128a de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**128a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, nommer un contrôleur chargé d'assurer la bonne utilisation des fonds publics dans tout établissement qui n'exerce pas un contrôle budgétaire adéquat.

Lorsqu'un contrôleur est nommé conformément au présent article, ses pouvoirs sont déterminés par l'arrêté en conseil de nomination et toute personne qui exerce des fonctions administratives dans l'établissement est tenue de se soumettre aux directives de ce contrôleur dans les limites des pouvoirs qui lui sont attribués.

Aucun engagement ne peut être pris au nom de l'établissement ni aucun déboursé effectué sans le contre-seing de ce contrôleur. Tout engagement pris en non conformité du présent alinéa est nul.»

l'établissement ou du conseil régional, de l'administrateur de l'établissement ou du conseil régional sont suspendus et le ministre exerce les pouvoirs de ce conseil d'administration ou de cet administrateur ainsi que tous ceux de l'établissement ou du conseil régional.

Rapport  
définitif.

«**126.** Le ministre doit faire au lieutenant-gouverneur en conseil un rapport définitif dès qu'il constate que la situation prévue aux articles 120 ou 120a a été corrigée ou que cette situation ne pourra être corrigée.

Pouvoirs  
après  
rapport  
définitif.

«**127.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, après avoir reçu le rapport définitif du ministre:

a) déclarer déchus de leurs fonctions les membres du conseil d'administration de l'établissement ou du conseil régional ou l'administrateur de l'établissement ou du conseil régional et pourvoir à la nomination ou à l'élection de leurs remplaçants;

b) exercer tout pouvoir qui lui est conféré par l'article 124.

Enquête.

«**128.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut charger une personne qu'il désigne de faire enquête sur quelque matière se rapportant à l'administration ou au fonctionnement d'un établissement ou d'un conseil régional.

Pouvoirs et  
immunités.

La personne ainsi désignée est investie, pour les fins de l'enquête, des pouvoirs et immunités d'un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

Adminis-  
trateur.

Lorsqu'une enquête est ainsi ordonnée, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner que les pouvoirs du conseil d'administration de l'établissement ou du conseil régional soient suspendus et nommer un administrateur qui en exerce les pouvoirs pour la durée de l'enquête.»

1971, c. 48,  
a. 128a,  
rempl.

**45.** L'article 128a de ladite loi, édicté par l'article 58 du chapitre 42 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

Nomina-  
tion d'un  
contrôleur.

«**128a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, nommer un contrôleur chargé d'assurer la bonne utilisation des fonds publics dans tout établissement ou conseil régional qui n'exerce pas un contrôle budgétaire adéquat.

Pouvoirs.

Lorsqu'un contrôleur est nommé conformément au présent article, ses pouvoirs sont déterminés par l'arrêté en conseil de nomination et toute personne qui exerce des fonctions administratives dans l'établissement ou le conseil régional est tenue de se

Art. 46. *Cet article a pour effet de modifier les paragraphes a, b, c, i, j et l du premier alinéa de l'article 129 de la loi.*

*Ces dispositions se lisent actuellement comme suit:*

«a) établir des catégories de familles d'accueil et, au sein de chacune des catégories d'établissements fixées par la présente loi, des classes d'établissements et, au sein de chacune des classes, des types d'établissements et déterminer les activités que chacune de ces classes ou types d'établissements peut exercer et statuer sur les règlements qu'un conseil régional ou un établissement peut ou doit adopter;

b) statuer sur le contenu, la conservation et la consultation des dossiers ainsi que sur leur reproduction photographique;

c) déterminer les conditions et modalités d'admission et de sortie des bénéficiaires dans un établissement ou de leur prise en charge par une famille d'accueil suivant, s'il y a lieu, la catégorie, la classe ou le type de l'établissement ou la catégorie de la famille d'accueil et fixer la composition des comités d'admission dans les centres d'accueil et les centres hospitaliers;

i) établir des normes relatives au contenu obligatoire des plans d'organisation et des budgets des établissements, notamment, quant aux plans d'organisation pour ce qui est de l'administration et des finances de l'établissement ainsi que, sous réserve, quant aux médecins et dentistes, des ententes conclues en vertu de la Loi de l'assurance-maladie (1970, chapitre 37), de l'activité professionnelle et, quant aux budgets, pour ce qui est de l'admissibilité des dépenses et des contrats d'approvisionnement et indiquer les modalités et les effets de l'approbation par le ministre;

j) obliger tout établissement à accueillir un vérificateur d'office nommé par le ministre ou à obtenir l'autorisation du ministre relativement aux emprunts faits par l'établissement, aux fonds de dotation, à l'acceptation d'un don conditionnel ou aux projets de construction ou de transformation de la manière et dans les circonstances qu'il identifie;

l) déterminer dans quelles circonstances certaines catégories d'établissements doivent mettre sur pied un comité de bénéficiaires ou de bénévoles et décrire le rôle de ce comité;».



soumettre aux directives de ce contrôleur dans les limites des pouvoirs qui lui sont attribués.

Contre-  
seing pour  
enga-  
gement.

Aucun engagement ne peut être pris au nom de l'établissement ou du conseil régional ni aucun déboursé effectué sans le contre-seing de ce contrôleur. Tout engagement pris en non conformité du présent alinéa est nul.»

1971, c. 48,  
a. 129,  
mod.

**46.** L'article 129 de ladite loi, remplacé par l'article 59 du chapitre 42 des lois de 1974, modifié par l'article 6 du chapitre 61 des lois de 1975 et par l'article 39 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement des paragraphes *a* à *c* du premier alinéa par les suivants:

«*a*) établir des catégories de familles d'accueil et, au sein de chacune des catégories d'établissements fixées par la présente loi, des classes d'établissements et, au sein de chacune des classes, des types d'établissements et déterminer les activités que chacun de ces classes ou types d'établissements peut exercer, statuer sur les règlements qu'un conseil régional ou un établissement peut ou doit adopter et déterminer lesquels de ces règlements doivent être soumis à l'approbation écrite du ministre ou du conseil régional, selon le cas;

*b*) statuer sur les éléments et les pièces essentiels des dossiers des bénéficiaires, la conservation et la consultation des dossiers ainsi que sur leur reproduction photographique;

*c*) déterminer les formalités d'inscription, d'admission et de sortie des bénéficiaires dans un établissement ou de leur prise en charge par une famille d'accueil suivant, s'il y a lieu, la catégorie, la classe ou le type de l'établissement ou la catégorie de la famille d'accueil;»;

*b*) par le remplacement des paragraphes *i* et *j* du premier alinéa par les suivants:

«*i*) établir des normes relatives au contenu obligatoire des plans d'organisation des établissements, à leurs budgets, à l'administration de leurs revenus et dépenses et à leurs contrats d'approvisionnement et déterminer les cas où l'autorisation du ministre ou du conseil régional est requise;

*j*) obliger tout établissement à accueillir un vérificateur d'office nommé par le ministre ou à obtenir l'autorisation du ministre ou du conseil régional, selon le cas, relativement aux emprunts faits par l'établissement, aux fonds de dotation, à l'acceptation d'un don conditionnel ou aux projets de construction ou de transformation de la manière et dans les circonstances qu'il identifie;»;

*c*) par le remplacement du paragraphe *l* du premier alinéa par le suivant:

Art. 47. *Cet article est entièrement de droit nouveau.*

*L'article 130 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**130.** Tout règlement adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.»

Art. 48. *L'article 133 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**133.** Le ministre peut conclure un contrat avec un établissement privé aux fins de le rémunérer, pour les services de santé ou les services sociaux qu'il dispense conformément au contrat, à un taux fixé forfaitairement par les règlements pour chaque catégorie d'établissement ou de services qu'il désignent.»

Art. 49. *Tel que proposé, l'article 49 du projet de loi modifie l'article 134 de la loi et ajoute un article entièrement de droit nouveau.*

*L'article 134 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**134.** Le ministre peut aussi, dans tous les cas où un taux forfaitaire n'est pas fixé par règlement conformément à l'article 133, convenir avec un établissement privé de lui rembourser en totalité ou en partie les dépenses qu'il encourt et qui sont admissibles en vertu des règlements et de lui verser en outre un honoraire d'administration correspondant à un pourcentage annuel, que fixent les règlements, calculé sur les dépenses d'opération encourues par l'établissement pour dispenser les services faisant l'objet de la convention. Ces montants peuvent être payées à l'établissement par versements anticipés ou périodiques.»

«l) déterminer dans quelles circonstances certaines catégories d'établissements doivent mettre sur pied un comité de bénéficiaires ou de bénévoles, déterminer sa composition et décrire ses fonctions;».

71, c. 48,  
130,  
mp.

**47.** L'article 130 de ladite loi est remplacé par le suivant:

entrée en  
vigueur du  
réglement.

«**130.** Tout règlement adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis signalant qu'il a reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, ou, en cas de modification par ce dernier, de son texte définitif ou à toute autre date ultérieure qui est fixée dans l'avis ou dans le texte définitif.

entrée en  
vigueur du  
réglement.

Toutefois, tout règlement qui n'est pas soumis à l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 129 entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.»

71, c. 48,  
133,  
mp.

**48.** L'article 133 de ladite loi, modifié par l'article 60 du chapitre 42 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

contrat de  
muné-  
tion.

«**133.** Le ministre peut conclure un contrat avec un établissement privé visé dans l'article 134a aux fins de le rémunérer, pour les services de santé ou les services sociaux qu'il dispense conformément au contrat, à un taux fixé forfaitairement par les règlements pour chaque catégorie d'établissement ou de services qu'ils désignent.»

71, c. 48,  
134,  
mp.

**49.** L'article 134 de ladite loi, modifié par l'article 61 du chapitre 42 des lois de 1974, est remplacé par les suivants:

rembour-  
ment de  
penses.

«**134.** Le ministre peut aussi, dans tous les cas où un taux forfaitaire n'est pas fixé par règlement conformément à l'article 133, convenir avec un établissement privé visé dans l'article 134a de lui rembourser en totalité ou en partie les dépenses qu'il fait et qui sont admissibles en vertu des règlements et de lui verser en outre des honoraires d'administration correspondant à un pourcentage annuel, que fixent les règlements, calculé sur les dépenses d'opération faites par l'établissement pour dispenser les services faisant l'objet de la convention. Ces montants peuvent être payés à l'établissement par versements anticipés ou périodiques.

publication  
certains  
articles.

«**134a.** Les articles 133 et 134 ne s'appliquent qu'à un établissement privé qui, le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur des articles 48 et 49 du projet de loi n° 103*), reçoit déjà des

Art. 50. *Cet article est entièrement de droit nouveau.*

Art. 51. *Cet article est entièrement de droit nouveau.*

sommes versées en vertu d'un contrat ou d'une convention conclus avec le ministre pour les fins visées dans ces articles.»

l, c. 48,  
136a-  
c, aj.

**50.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 136, des suivants:

antie  
nprunt,  
umation  
coût.

[[**136a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou assumer le coût de toute autre obligation, contractés par une corporation sans but lucratif dont les membres sont désignés par le ministre et qui est constituée dans un but exclusivement charitable lorsque cet emprunt ou cette obligation est effectué pour l'acquisition, la construction ou la transformation d'un établissement.

trat  
pro-  
onne-  
nt.

Le ministre peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou assumer le coût de tout contrat d'approvisionnement au sens des règlements, contractés par une telle corporation lorsque cet emprunt ou ce contrat d'approvisionnement est effectué pour l'exploitation d'un établissement.

ement  
enses.

Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu du présent article sont prises à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.]]

port  
tivités.

«**136b.** Une corporation visée dans l'article 136a doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre un rapport de ses activités pour son année financière précédente; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le lieutenant-gouverneur en conseil ou le ministre peut prescrire.

isei-  
ment.

Une telle corporation doit, en outre, fournir en tout temps au ministre tout renseignement qu'il requiert sur ses opérations.

ifica-  
des  
es et  
ptes.

«**136c.** Les livres et les comptes d'une corporation visée dans l'article 136a sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et en outre chaque fois que le décrète le lieutenant-gouverneur en conseil; ces rapports doivent accompagner le rapport annuel de telle corporation.»

l, c. 48,  
39b,  
l.

**51.** L'article 139b de ladite loi, édicté par l'article 62 du chapitre 42 des lois de 1974 et modifié par l'article 41 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

ella-  
requé-  
t un  
nis.

«**139b.** Nul ne peut exploiter une installation sous un nom ou raison sociale incluant les mots «hôpital», «centre hospitalier», «centre d'accueil», «centre de services sociaux», «centre local de

Art. 52. *Cette disposition abroge la Loi de l'Office de la prévention de l'alcoolisme et des autres toxicomanies (1968, chapitre 48).*

Art. 53. *Cette disposition est transitoire.*

Art. 54. *Cette disposition apporte une concordance avec l'article 97 de la loi proposé par l'article 36 du projet de loi.*

Art. 55. *L'article 2 de la Loi de la preuve photographique de documents (Statuts refondus, 1964, chapitre 280) se lit actuellement comme suit:*

«**2.** Une preuve, agrandie ou non, tirée d'une pellicule photographique d'un document sous la garde ou en la possession d'une institution fait preuve, pour toutes fins, de la teneur de ce document, au même titre que son original, pourvu que ce document ait été:

a) fidèlement reproduit sur cette pellicule photographique en présence d'au moins deux employés de l'institution spécialement autorisés par elle aux fins de cette opération; et

b) détruit, en présence d'au moins deux employés de l'institution spécialement autorisés par elle à cette fin, immédiatement après cette reproduction ou subséquemment, mais dans aucun cas avant l'expiration des cinq années de la date de ce document, ce délai devant toutefois être de quinze ans dans le cas d'un document ou d'un livre ou registre en la possession du gouvernement.

Dans le cas de documents. . . ».

services communautaires» ou «centre de réadaptation fonctionnelle» s'il ne détient un permis délivré conformément à la présente loi.»

68, c. 48, **52.** La Loi de l'Office de la prévention de l'alcoolisme et des autres toxicomanies (1968, chapitre 48) est abrogée.

nsen-  
nent  
lide. **53.** Le gouvernement peut, avec les mêmes effets, donner le consentement visé dans le premier alinéa de l'article 47 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48) dans les cas où une charte a été accordée, modifiée, révoquée ou abandonnée, avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 14 du projet de loi n° 103*), sans ce consentement.

ntinua-  
n du  
rmis. **54.** Les permis délivrés avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 36 du projet de loi n° 103*) demeurent en vigueur jusqu'au 31 mars 1979.

70, c. 42,  
9a, aj. **55.** La Loi du ministère des affaires sociales (1970, chapitre 42) est modifiée par l'insertion, après l'article 9, du suivant:

struc-  
n de  
cuments,  
c. «**9a.** Pour les fins de l'application de la Loi de la preuve photographique de documents (Statuts refondus, 1964, chapitre 280), tout document, livre ou registre émanant du ministère ou faisant partie de ses archives peut, nonobstant le délai prévu par le paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 2 de ladite loi, être détruit dès qu'il a été reproduit.»

trée en  
gueur. **56.** La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreranno en vigueur à toute date ultérieure qui sera fixée par proclamation du gouvernement.